



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article1832>

Diner du CRIF - Communiqué

UJFP Lyon

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : mercredi 23 février 2011

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Le CRIF organisait à Lyon le 17 Février dernier son dîner annuel et, comme chaque année, dictait aux politiques et aux médias présents leur feuille de route pour l'année en cours.

C'est chose faite !

Le Progrès du 18 février rendait compte de cet événement dans sa rubrique « religion et croyance », sous le titre :

L'appel au boycott d' Israël : une discrimination imbécile !

Non ! critiquer la politique israélienne, critiquer cet Etat qui viole impunément le droit international, les Conventions de Genève, le droit humanitaire international, n'est en rien faire acte d'antisémitisme, ne relève d'aucune « discrimination imbécile » comme le prétendent les représentants du CRIF ;

Non ! Il s'agit plus exactement d'une prise de conscience majeure de la société civile internationale, de la société civile française, d'une réponse fraternelle à l'Appel lancé en juillet 2005 par l'ensemble de la société civile palestinienne (172 organisations, partis et syndicats) au monde entier.

Une prise de conscience indignée, face à la complaisance de la communauté internationale vis à vis d'Israël (tel le récent veto opposé par les Etats Unis au projet de résolution arabe parrainé par 130 pays, condamnant la politique de colonisation israélienne dans les Territoires Palestiniens Occupés, alors que les 14 autres membres ont voté en faveur de ce texte), celle de l' Europe, celle de la France en particulier. Ainsi, la Campagne Internationale BDS :

Boycott, Désinvestissements, Sanctions

est bien une stratégie pleine de dignité, basée sur le droit pour une paix juste jusqu'à ce qu' Israël se conforme au droit international et respecte les droits inaliénables du peuple palestinien.

Devons nous craindre que l'on appelle à ne plus acheter des produits « fabriqués par les juifs » s'interrogent ces Messieurs ?

C'est un argument particulièrement pervers qui assimile les juifs français aux israéliens qui approuvent et participent à la colonisation continue de la Palestine, au blocus, aux massacres des civils et à la destruction de Gaza , aux massacres en tout genre dans les Territoires Occupés, à l'occupation continue de Jérusalem Est, à la politique d'apartheid en Israël même à l'encontre des palestiniens de l'intérieur qui représentent près de 20% de la population .

Cet amalgame entre juif français et les citoyens israéliens est inadmissible.

Cet argument que nous affirmons pervers exacerbe les replis communautaristes, exacerbe le racisme, l'antisémitisme, ces maux que tout le monde prétend combattre.

Comment, sans ridicule peut-on attaquer les intellectuels et les hommes de culture juive qui se joignent à cette campagne internationale ?

Attaquer Stéphane Hessel - Résistant, Déporté, Ambassadeur de France, co - rédacteur de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1948 ?

Comment nier à ce point les valeurs juives universelles portées par nos pères ?

Ces attaques sont indignes.

Tout comme les propos de l'Ambassadeur d' Israël tenus ce soir là. Ceux des politiques français eux aussi présents.

Non Mr l'Ambassadeur, les économies israéliennes et celles - palestiniennes - des Territoires Occupés et de Gaza n'ont pas partie liée, comme la corde et le supplicié pendu, il n'y a entre les deux aucun point commun :

- ▶ l'un est spoliateur - Israël - celui qui accapare les terres, accapare l'eau, détruit tous les moyens de production,
- ▶ l'autre est le spolié - le peuple palestinien - réduit à la pauvreté absolue, victime d'un blocus implacable comme les gazaouis, victime d'une politique de destructions massives ne permettant aucune activité économique, victime d'une politique d'apartheid pour les palestiniens vivant en Israël.

C'est à cette aune que nous devons comprendre l'opération de charme lancée cet hiver par la société israélienne Agrexco intitulée « fraises de Gaza », opération destinée à masquer les importations illégales en France et en Europe des produits cultivés dans les Territoires Occupés, opération dénoncée par les agriculteurs palestiniens eux mêmes, dénoncée par les associations françaises, constat d'huissier à l'appui, mettant en évidence que cette entreprise israélienne exporte illégalement des produits issus des colonies dans les Territoires Occupés.

Enfin, le soutien de Mme Rama Yade à ces propos, son souci à ce que Israël « vive en paix et en sécurité » sans tenir compte des droits des palestiniens à ce que - eux aussi - vivent en paix et en sécurité, à l'heure où les peuples du Maghreb et du Moyen - Orient se libèrent de leurs bourreaux, témoigne de l'aveuglement de nos dirigeants politiques face aux bouleversements auxquels nous assistons actuellement.

Reste cette question majeure :

Au nom de qui parle le CRIF et qui prétend-il représenter ?

Il est clair pour nous - juifs français progressistes - que le CRIF - comme il s'obstine à le faire croire - ne représente pas les juifs de France, tous les juifs de France.

Plus exactement - et son discours au cours de ce dîner est on ne peut plus clair - le CRIF est aujourd'hui en France le porte - parole des gouvernements israéliens successifs, de celui - aujourd'hui, d'extrême droite - avec lequel il semble n'éprouver aucune contradiction.

En clair, il ne nous représente pas, il ne peut parler en notre nom !

Tout comme l'Etat israélien n'est pas notre Etat, ne peut commettre ses crimes en notre nom !

Michel Warshawski - opposant israélien anti - colonialiste - l'a bien exprimé au cours du dîner de l' UJFP à Lyon en octobre 2009 devant les politiques de la région présents à propos du boycott :

« il s'agit d'une question d'hygiène publique, de civilisation des relations internationales ».

L' UJFP Lyon

le 22 février 2011